

# LA VAGUE DE L'IMMIGRATION

## NOTRE PREMIER DEVOIR

Le Canada se peuple rapidement. Chaque année, des milliers et des milliers d'immigrants débarquent sur nos rives, s'établissent dans les provinces de l'Ouest, se font naturaliser et diminuent d'autant l'influence des Canadiens de naissance, dans les affaires du pays.

Les dernières statistiques du ministère de l'Intérieur, à ce sujet, feront réfléchir les gens quelque peu soucieux de l'avenir du pays. Car si l'immigration bien entendue est d'un grand appoint pour le développement matériel du Canada, celle faite, à la diable et sans grande préoccupation du lendemain peut causer des dommages considérables aux provinces où on la dirige, et tout aussi bien, au reste de la confédération.

Du premier avril au premier septembre derniers, il est arrivé au pays 242,509 immigrants, soit près de cinquante mille par mois. De ce nombre, soixante-dix-neuf mille sont des Américains, le reste, des Européens, dont un grand nombre venus des Îles Britanniques. Pendant la période correspondante, en 1911, il nous en était venu deux cent douze mille. Il y a donc eu augmentation de près de quinze pour cent. Et le flot continue de monter, plus serré, plus envahisseur que jamais.

Or, que représentent les deux cent quarante-deux mille immigrants débarqués dans nos ports ou entrés par la frontière, au Canada, depuis avril 1912? La population de huit comtés canadiens, presque celle du district de Québec. C'est-à-dire que, grâce à cette politique d'immigration, en cinq mois, l'influence de huit comtés de l'Est, peuplés de descendants des premiers habitants de la colonie, est pratiquement contrebalancée par ces derniers arrivés au pays; or ceux-ci ne connaissent aucunement les lois, les mœurs et les usages du Canada, n'en savent pour la plupart pas un mot d'histoire, ne sont pas au courant des questions débattues ici, ni des problèmes excessivement importants qui nous préoccupent; enfin, pour ces gens, le Canada n'existe que depuis leur arrivée au pays; à ce compte, comment veut-on qu'ils soient tous des citoyens absolument désirables?

Sans doute, il nous faut des immigrants. La vaste superficie du Canada exige une main-d'oeuvre de plus en plus grande, pour développer ses ressources naturelles, ouvrir de nouveaux territoires et accélérer la production des fermes et des métairies. Mais a-t-on songé que, au train où l'on va, la proportion des immigrants, comparativement à celle des anciens habitants du sol, est excessive ici, qu'elle dépasse de beaucoup celle qui exista jamais, même au temps de l'immigration intensive, aux États-Unis, entre la population d'origine américaine et celle venue d'Europe par toutes les lignes de paquebots possibles?

Nulle part,—des économistes comme M. Leroy-Beaulieu l'ont constaté,—la poussée de l'immigration ne fut aussi forte qu'ici. Et cependant, ce flot se fait de plus en plus volumineux, au risque de noyer la population primitive. En dépit de cela, nos gouvernants ne semblent pas se soucier de cet accroissement déraisonnable. Les compagnies de chemins de fer ont à disposer de vastes étendues de terrains dans les nouvelles provinces; aussi, grâce à leurs intérêts dans des compagnies de navigation transatlantique, forcent-elles ce courant, afin de s'enrichir au plus tôt. Et les gouvernants, soit mollesse, soit négligence, soit aussi désir de vendre le plus tôt possible les terres de la Couronne, laissent faire cette invasion, la favorisent même, sans prendre les précautions nécessaires pour ne laisser entrer au pays que des immigrants désirables. Système défectueux et qui aboutira infailliblement à de mauvais résultats; il créera ici une foule de problèmes ardu de solution, et qui retarderont d'autant le développement normal de la confédération, dans tous les domaines, sauf peut-être celui de la prospérité matérielle. Plusieurs Européens de marque, de passage dans les provinces lointaines, l'ont déjà fait observer. Et M. Lamy lui-même, il y a quelques mois, disait que cet afflux de population étrangère au Canada est de nature à retarder l'entente entre l'Ouest et l'Est.

Il nous faut des immigrants, disions-nous. Mais il ne faut pas accepter tous ceux qui se présentent au pays. Limitons-en le nombre, maintenant que le Canada se fait peuplé, n'acceptons que la meilleure classe d'étrangers. Par là, nous n'entendons pas les plus riches, mais ceux dont les antécédents sont irréprochables, dans leur pays d'origine. Or comment saurions-nous ce que sont ces gens, si nous ne prenons pas d'autres précautions, à leur arrivée ici, que de leur faire subir un examen médical superficiel? Il nous faut certes des immigrants sains, au point de vue physique; mais ce n'est pas assez. Il faut aussi que ce soient d'honnêtes gens. Or les condamnations portées chaque mois, par les tribunaux, contre des personnes arrivées au pays depuis un ou deux ans seulement, indiquent que l'Europe nous expédie trop souvent les déchets de sa civilisation. Et, pour quelques individus tarés que la justice découvre, combien réussissent à demeurer finalement au pays, parce qu'ils ont la précaution de ne pas commettre trop de mauvais coups apparents?

Une dépêche d'Ottawa à la *Patrie* indiquait hier qu'il ne manque pas ici d'immigrants coupables d'avoir abandonné une famille derrière eux, dans leur pays d'origine. Voici ce texte:

*Ottawa, 1er.*—Sir George McRae, est arrivé au Canada pour y rechercher des Écossais qui ont abandonné dans leur pays leurs enfants. Il existe, paraît-il, des milliers de ces individus au Canada.

Sir George McRae veut essayer de faire adopter une loi relative à la déportation de ces gens, ou pour les forcer à payer une pension à leurs épouses.

"A Glasgow seulement, dit-il, 970 femmes et enfants ont été abandonnés l'année dernière.

Le nombre des abandonnés, pour toute l'Écosse, s'est élevé à 3,808, ce qui a coûté au pays \$157,000."

Pourquoi acceptons-nous de tels gens, dont plusieurs, à n'en pas douter, sont ici des polygames?

Il importe que le gouvernement formule au plus tôt une politique d'immigration plus saine, plus prévoyante et plus juste, pour la confédération, que celle grâce à laquelle, depuis quinze ans, le Canada reçoit, chaque année, avec une assez forte proportion de sujets désirables, une masse de gens dont l'entrée au pays ne bénéficie à personne, si ce n'est aux compagnies de chemins de fer et de paquebots et aux agents d'immigration.

Il faudrait limiter maintenant le nombre de nos agences d'immigration à l'étranger, admettre au pays moins de citoyens de certaines régions européennes, faire subir aux nouveaux arrivants un examen médical plus sévère et exiger,—c'est là surtout ce qui manque, dans notre système d'immigration actuelle,—un casier judiciaire détaillé de chacun d'eux, quel qu'il soit. Les antécédents de chaque personne qui débarque au pays importent beaucoup à la société canadienne, puisqu'un immigrant arrivé ici devient l'un des nôtres; et nous avons le droit et le devoir de connaître le passé de ceux qui veulent entrer dans notre famille.

Des réformes multiples et d'importance vitale pour le Canada s'imposent donc dans nos règlements d'immigration. Il est temps de nommer une commission d'économistes et d'hommes politiques au fait de la question pour l'examiner sous tous ses aspects et pourvoir à la refonte de nos lois, à ce sujet.

Et cette question, pensons-nous, est autrement plus importante pour l'avenir du pays et pour la paix intérieure de l'Empire, que celle de la contribution d'urgence à la marine anglaise. Dépenser quelques centaines de mille piastres et quelques mois à établir une nouvelle politique et des règlements plus sages d'immigration, voilà notre tout premier devoir, envers la métropole comme envers le Canada.

Georges PELLETIER.